COMPTE RENDU ASSEMBLEE GENERALE CLI de FLAMANVILLE Du 28 09.2015

Présents :

Collège des élus:

NOUVEL Valérie (Présidente)
 TRAVERT Stéphane (Député)
 LEPETIT Jacques (Vice-président)
 CIVILISE Alain (Conseiller régional)
 FORTIN Jean-Paul (Conseiller Départemental)
 HEBERT Dominique (Conseiller Départemental)
 LEFAIX-VERON Odile (Conseiller Départemental)
 DRUEZ Yveline (CC de La Hague)
 FAUCHON Patrick (CC des Pieux)
 COLLAS Hubert (CC des Pieux)
 BURNOUF Élisabeth (CC des Pieux)
 THOMINET Odile (CC des Pieux)
 PEYRONNEL André (CC des Pieux)
 GIROUX Bernard (CC Douve et Divette)
 MARION Élisabeth (CC Douve et Divette)
 BAUDIN Philippe (CUC)
 VIGNET Hubert (CUC)

Collège des associations :

ROUSSELET Yannick (GREENPEACE)
 VATEL Guy (ACRO)
 CONSTANT Émile (CREPAN)
 ANGER Didier (CRILAN)
 MARTIN Jean-Paul (AEPN)

Collège des syndicats :

LUCE Patrick (FO)
 BLOIS Félicien (CFE-CGC)
 LENOURY Emmanuel (CFDT)

Collège des personnalités qualifiées et des représentants du monde économique:

BIHET Pierre
 BARON Yves
 LEBLANC Nicolas (CRPBN)
 LEPY Etienne (Ordre pharmaciens)

Assistaient également à la réunion :

BOUYT Guillaume (ASN)
 ZELNIO Eric (ASN)
 HERON Hélène (ASN)
 MENAGER Antoine (EDF)
 BRASSEUR Stéphane (EDF)
 COUTY Jean-Christophe (EDF)
 FRUND Jean-Michel (EDF)
 LE GRAND Philippe (EDF)
 CHERET Mathieu (EDF)
 ROZE Bernard (AEPN)
 LUNEL Emmanuel (Chargé de mission CLI)

Excusés :

BAS Philippe (Sénateur)
 PILLET Patrice (Conseiller Départemental)
 ROUSSEAU François (Conseiller Départemental)
 COQUELIN Jacques (Conseiller Départemental)
 HAMELIN Jacques (CC de La Hague)
 LE BRUN Bernadette (CC des Pieux)
 LEFEVRE Daniel (CRPBN)
 LAURENT Michel (Personnalités qualifiées)
 CAMUS Jean Claude (CCI)
 SURIRE BOUTRY Cédric (Personnalités qualifiées)
 AUTRET Jean-Claude (ACRO)
 DURCHON Christine (CRILAN)
 HELLENBRAND B (SLC)
 LATROUITTE Pascal (CFE-CGC)
 SOBECKI Jean-François (CGT)
 FOOS Jacques (Personnalités qualifiées)
 BOUST Dominique (Personnalités qualifiées)
 LEGER Bruno (Chambre d'agriculture)
 VARIN Charly (Directeur)

09h10 : Ouverture de la séance

Madame NOUVEL Présidente de la CLI Flamanville annonce la nomination, par les membres du bureau, de Michel LAURENT comme 2^{ème} vice-président.

1. Validation du compte rendu de l'assemblée générale du 5 février 2015.

Le compte rendu est validé à la majorité.

2. Événements de niveau 1 survenus sur le site de Flamanville depuis la dernière CLI, 5 février 2015.

M. BRASSEUR directeur des réacteurs 1&2 du site de Flamanville, présente les événements significatifs de sûreté (ESS) déclarés depuis la dernière assemblée générale du 05 février 2015, à l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Deux ESS classés au niveau 1 de l'échelle INES* (International Nuclear Event Scale) ont été déclarés pour les tranches 1&2 du site de Flamanville.

**échelle internationale de classement des incidents et accidents nucléaires comptant 8 niveaux*

La première déclaration concerne un défaut de serrage sur des vannes thermostatiques. Lors d'un contrôle réalisé en mai 2014 sur les deux tranches (1&2) il a été détecté une anomalie de serrage sur certaines vis du système de graissage de pompes. Ces anomalies de serrage ont été reprises de façon immédiate, le fonctionnement des pompes à toujours été assuré. Cet événement constitue un écart et le fait qu'il concernait les deux tranches, il a été décidé de le déclarer au niveau 1 de l'échelle INES.

La deuxième déclaration concerne un écart aux règles d'exploitation de la tranche 2. Le 29 août 2015, l'unité de production n°2 étant à l'arrêt, il a été constaté que le volume d'eau dans un réservoir de 3000 m3 était inférieur au volume requis par les règles d'exploitation. Une partie de l'eau dans le réservoir a été utilisée pour des opérations de maintenance. Dès que cet écart a été détecté, le remplissage de la capacité du réservoir a été réalisé. Cette situation relève d'un écart aux règles donc il nécessite une déclaration à l'ASN. Compte tenu du délai entre la détection de l'écart et sa remise en conformité, une déclaration d'ESS de niveau 1 a été effectuée auprès de l'ASN.

M. BRASSEUR en a terminé pour la présentation des 2 ESS, aucune question ne lui a été posée.

3. Point sur l'avancée des travaux du chantier EPR.

M. MENAGER directeur du chantier EPR commence par faire une présentation de la sécurité sur le chantier sur lequel il y a de nombreuses coactivités avec pratiquement 4000 personnes. M. MENAGER insiste sur les contrôles radiographiques des soudures qui s'élèvent à environ 15 000 par an. Durant l'été, il y a eu 2 écarts significatifs de niveau 0, dans la pose des balisages, sans aucun impact sur la santé des intervenants. La mobilisation sur la sécurité ne faiblit pas, malgré les enjeux importants du chantier EPR.

M. MENAGER fait un point sur les réalisations de génie civil et précise que la mise en précontrainte de l'enceinte interne est complètement achevée. Le circuit Primaire principal est en cours de finalisation. Deux soudures sont à reprendre sur deux boucles du circuit primaire, mais cela ne bloque pas le chantier. L'ASN a réalisé treize inspections du chantier dont deux inopinées.

M. MENAGER laisse la parole à M.FRUND (EDF) pour qu'il puisse donner des éléments techniques sur la cuve du réacteur EPR.

4. Point sur le dossier portant sur l'anomalie affectant la cuve de l'EPR de Flamanville et l'impact sur le calendrier. Conséquences sur le décret d'autorisation de création (DAC).

M. FRUND qui travaille au centre d'expertise des matériaux, présente une infographie qui explique pourquoi EDF doit démontrer la conformité réglementaire des calottes de la cuve de Flamanville 3. Cela concerne à la fois le couvercle et le fond de la cuve. La cuve est un élément majeur de la sûreté d'une centrale. Elle contient le combustible nucléaire et contribue à la deuxième barrière de confinement. Elle pèse 550 tonnes, 13 mètres de haut, 4 mètres de diamètre pour une épaisseur de 270 millimètres. L'intérieur de la cuve est protégé par un acier inoxydable.

EDF doit démontrer la résistance des matériaux utilisés pour la fabrication de la cuve. Les calottes ont une dimension supérieure sur la cuve de l'EPR par rapport aux autres cuves, donc les lingots* choisis pour fabriquer les calottes sont de plus grande taille.

Un programme d'essais sera proposé à l'ASN.

**Le terme lingot désigne des coulées de métaux industriels pouvant atteindre plusieurs tonnes*

Mme THOMINET demande à M.FRUND si les mêmes problèmes ont été rencontrés lors de la construction de la cuve de l'EPR Finlandais.

M. FRUND explique que l'EPR Finlandais a utilisé un mode de fabrication différent, par un forgeron Japonais ; il n'y a pas les mêmes problématiques.

M. ANGER tient à émettre un certain nombre de réserves sur les informations qui peuvent circuler et explique que le CRILAN a posé des questions à EDF, à l'ASN et à Areva sur ce problème de cuve. EDF a répondu en « floutant » les notifications sur les documents de réponse. M. ANGER fait remarquer que la loi TSN (loi relative à la transparence et à la sécurité nucléaire) prévoit le droit à l'accès à l'information. Le CRILAN attend des réponses de la part de l'ASN et d'Areva. M. ANGER émet des doutes et des réserves sur les essais qui vont être effectués. Il fait remarquer aussi, qu'à l'origine il était prévu d'utiliser du MOX et il demande qu'elle solution a été retenue. M. ANGER aborde le DAC (Décret d'Autorisation de Construction)

Mme NOUVEL explique que l'ASN a mis en place un Groupe Permanent d'Expert pour le sujet de la cuve et que M.ROUSSELET représente la CLI de Flamanville dans ce groupe d'expert. Mme NOUVEL invite M. ANGER à donner ses questions à M.ROUSSELET. Mme NOUVEL explique que les expertises sont en cours, que la procédure prendra encore du temps.

M. ROUSSELET ne comprend pas pourquoi EDF annonce que les pièces sont sans défaut alors qu'il a été constaté que le taux de carbone est hors de la limite légale et que les contrôles par étincelage démontrent qu'il y a bien défaut. M.ROUSSELET veut insister aussi sur le fait que contrairement à ce qui a pu être dit, la réglementation n'a pas changé depuis 1974.

M. FRUND explique que pour EDF un défaut correspond à une fissure, le couvercle et la cuve n'ont pas de défauts. Il y a un phénomène de ségrégation de carbone mais il n'y a pas de défaut.

M. ROUSSELET déplore le fait qu'EDF « joue sur les mots » car cette anomalie est jugée sérieuse par l'ASN.

M. MARTIN est satisfait des explications de M. FRUND et fait remarquer que le taux de corroyage* est de l'ordre de 10 voire 11 au lieu de 3. Il fait remarquer que les éléments mis en cause dans le débat sont quasiment hors flux neutronique.

**Le corroyage consiste en un martelage du métal au pilon, au marteau ou à la presse, de manière à améliorer ses caractéristiques mécaniques. Il provoque un resserrement du métal et une orientation des cristaux par l'action d'un travail de déformation.*

Le corroyage se mesure par un coefficient (taux de corroyage) qui est le rapport de la section de départ du lingot à la section de l'ébauche obtenue. Il indique en fait l'importance du travail de déformation effectué.

M. ROUSSELET n'est pas d'accord et affirme que le fait de dire qu'il n'y a pas de bombardement de neutrons à cet endroit n'est pas sérieux.

M. BOUYT (ASN) souhaite revenir sur le sujet de la cuve pour présenter à la CLI, la façon dont est traité le sujet par l'ASN. Il s'agit d'une anomalie de fabrication qui concerne les calottes de la cuve du réacteur de Flamanville 3 (EPR). C'est une instruction qui est menée au niveau national. Dès lors que l'ASN a disposé des éléments qui confirmaient la présence de l'anomalie en avril 2015, elle en a informé les publics de façon immédiate (voir sur site internet de l'assemblée nationale – réunion OPEX du 25 juin 2015).

M. BOUYT rappelle les éléments essentiels de ce dossier. Il explique l'anomalie technique et le processus de fabrication. (Voir présentation de l'ASN).

La cuve est un composant essentiel du circuit primaire principal, c'est à l'intérieur de la cuve que se déroule la réaction nucléaire. Le fabricant va devoir démontrer sa conformité, et l'ASN va devoir faire une évaluation de cette conformité. Suite aux essais destructifs il a été identifié des zones qui présentent une concentration de carbone plus élevée qu'attendue. Les propriétés du matériau sont affectées, en particulier par un excès de carbone qui entraîne une diminution de la ténacité. (*La ténacité est la capacité d'un matériau à résister à la propagation d'une fissure*).

Ces excédents de carbone se retrouvent en fond de cuve et sur le couvercle de cuve. Areva a proposé une stratégie de démonstration qui vise à évaluer les propriétés mécanique des zones incriminées. La cuve est un composant dont la rupture est exclue dans la démonstration de sûreté, c'est pourquoi il est attendu un haut niveau de qualité de fabrication de la cuve.

M. BOUYT rappelle que l'anomalie technique existe, que c'est la réglementation qui a permis de la détecter. Ce n'est pas l'évolution de la réglementation qui a fait l'anomalie.

M. MARTIN signale qu'il a un document de Pierre-Franck CHEVET (ASN), que sur celui-ci, il est noté que « l'anomalie observée sur la cuve de l'EPR ne remet pas en cause le vieillissement sous irradiation ».

M. ANGER souhaite connaître le type de combustible qui sera utilisé pour l'EPR. Il rappelle qu'à l'origine il était prévu l'utilisation de MOX. Et concernant le DAC M. ANGER rappelle qu'il prend fin le 10 avril 2017, et demande quelles sont les intentions d'EDF.

M. BOUYT répond à M. ANGER que la question du combustible n'est pas directement liée à l'anomalie de la cuve et la nature du combustible n'est pas un sujet du DAC. Les essais se feront avec du combustible NON MOX, mais EDF se réserve la possibilité de demander une autorisation de fonctionnement avec du MOX.

Concernant le DAC, la loi dit qu'au terme du délai, le ministre peut mettre fin au décret d'autorisation de création. Dans le décret d'autorisation de création de l'EPR le délai est de 10 ans. Ce décret a été pris en 2007 donc l'autorisation cours jusqu'en 2017. Le signataire est la ministre de l'écologie, il revient donc à la ministre d'apprécier le sens de « peut être mis fin ».

M. MENAGER évoque maintenant le calendrier de la date du chargement du combustible et des premiers essais du réacteur EPR (4^{ème} trimestre 2018). Cette date est conditionnée par le DAC et par la démonstration de la conformité de l'installation. M. MENAGER confirme qu'EDF effectuera l'extension du délai de mise en service puisque le changement de combustible sera effectué après la date du 10 avril 2017. Il fait un point détaillé sur les travaux terminés, les travaux en cours ainsi que les étapes clés. Il explique que des essais ont commencé et qu'il y a un transfert de fonction progressif entre les équipes de construction et les équipes d'essais.

M. MARTIN demande un point de situation sur le contrôle commande.

M. MENAGER répond que le contrôle commande est en service et qu'il a été complètement essayé. Les fonctions élémentaires sont contrôlées par le contrôle commande.

M. ROUSSELET revient sur le sujet du calendrier et de l'échéancier, il demande pourquoi aujourd'hui les membres de la CLI devraient plus le croire sur ce planning et cette échéance de 2018. Il rappelle que lors des précédentes réunions de CLI, M. MENAGER avait donné des dates de mise en service et que quelques jours après la réunion de CLI, les représentants nationaux d'EDF annonçaient des délais plus longs. M. ROUSSELET s'interroge sur la véracité des dates annoncées car le personnel du chantier EPR lui-même doute quant au respect des délais.

M. MENAGER répond que l'engagement vient du plus haut niveau de l'entreprise, et que des étapes importantes ont été franchies.

M. MARTIN affirme que la date annoncée lui paraît crédible.

5. Impact du retard EPR, sur le volet professionnel et social des 450 agents.

M. OHAYON directeur du CNPE de Flamanville 3, prend la parole pour évoquer le personnel de conduite de l'EPR, 419 personnes en formation (90 000 heures en 2014).

M. LUCE demande combien de Bas Normands ont été intégrés sur les 419 personnes, et où réside ce personnel.

M. OAYON ne connaît pas exactement le nombre de Bas Normands mais il apportera une réponse. Le périmètre d'astreinte, fait que le personnel réside autour de la centrale, dans un rayon assez restreint.

6. Conditions de déclenchement du PUI*.

**Le plan d'urgence interne (PUI), est établi et mis en œuvre par l'industriel responsable d'une installation nucléaire. Le PUI a pour objet d'une part de protéger le personnel travaillant sur le site nucléaire en cas d'incident ou d'accident, et d'autre part de limiter au maximum les conséquences de l'accident à l'extérieur du site nucléaire.*

M. BRASSEUR rappelle les faits concernant un dégagement de fumée le 26 août 2015, qui a provoqué un déclenchement PUI.

- Mercredi 26 août à 1 heure 35, un dégagement de fumée a été détecté dans l'unité de production n°2 de la centrale de Flamanville, à l'arrêt pour maintenance depuis le 22 août.
- Ce dégagement de fumée s'est produit dans le bâtiment des auxiliaires nucléaires.
- Il a eu lieu lors de la remise en service du système de chauffage d'un circuit de traitement des effluents. Ce dernier, rempli d'eau non radioactive, était alors en test.

- Compte tenu de l'évaluation en local la situation et conformément aux procédures, la direction de la centrale a déclenché le PUI à 2h30 afin de mobiliser les moyens appropriés pour gérer efficacement ce type d'événement.
- Conformément aux procédures, les équipes de la centrale et les sapeurs-pompiers sont intervenus rapidement. L'absence de feu a été constatée et confirmée à 3 heures 20. Le dégagement de fumée provenait de la chauffe de calorifuge neuf, équipant le système en test.
- Le PUI a été levé à 6h10
- Aucune personne n'a été blessée. Cet événement n'a eu aucune conséquence sur la sûreté des installations. Il n'y a eu aucun rejet radioactif dans l'environnement.
- La centrale a décidé de déclarer cet événement comme ESS.

À la centrale de Flamanville 1&2, 69 personnes d'astreinte couvrent l'ensemble des métiers et des compétences nécessaires à la gestion d'une situation d'urgence. Ces astreintes sont mobilisables 24 h/24 et 7 jours/7. Le PUI est coordonné avec le PPI* en cas de conséquences à l'extérieur de la centrale. Chaque année, des exercices sont réalisés afin de tester la robustesse de ce dispositif. 5 exercices sont prévus en 2015. Un exercice a lieu tous les 3 ans, qui implique les pouvoirs publics.

** Plan Particulier d'Intervention : Il est établi sous l'autorité du préfet, définit l'organisation des secours en cas d'accident dans une installation classée dont les conséquences du sinistre sont susceptibles d'affecter les populations et/ou l'environnement.*

M. ROUSSELET demande si l'exercice qui était prévu fin novembre 2015 sur le site de Flamanville est toujours d'actualité.

M. BRASSEUR l'exercice PPI est décalé en 2016. Dès que la date sera connue, elle sera transmise.

M. LEPETIT Jacques, revient sur le déclenchement du PUI de 26 août 2015, et fait remarquer que lorsque l'on remet une installation de chauffage en service, il y a souvent ce genre de problème. Il demande si des procédures sont prévues pour éviter de se retrouver dans une situation de déclenchement de PUI. Sachant que la maintenance sur Flamanville 1&2 va devenir importante, il faudrait éviter les déclenchements répétés de PUI.

M. BRASSEUR est bien conscient qu'il n'est pas souhaitable de déclencher des PUI de manière fréquente et répétée. Dorénavant lors de la remise en fonction de tous systèmes électriques après une période d'arrêt, il y aura une présence en local, et en cas de problème il y aura une coupure de l'alimentation électrique.

M. BOUYT tient à faire quelques remarques complémentaires sur le déclenchement de PUI. L'alerte nationale a fonctionné de façon normale. L'ASN a conduit une inspection réactive pour analyser les circonstances de l'environnement. Les inspecteurs ont retenu qu'EDF doit renforcer la préparation de ces activités de maintenance pour mieux identifier les situations à risque. Les inspecteurs ont formulé des demandes auprès d'EDF en vue d'améliorer la circulation d'information.

M. FAUCHON au sujet du projet de PPI du CNPE de Flamanville, fait remarquer qu'il avait mis à disposition dans sa mairie (Flamanville) les documents du PPI ainsi qu'un cahier pour recueillir les remarques de la population. Mais il a constaté un manque de participation de la population.

M. LEGALLET explique que la procédure classique suit son cours pour la consultation du public, avec publicité de la mise en place de la consultation publique via la presse, avec les dates d'observation possible par le public. Il est le premier à déplorer le nombre d'observations sur le cahier de consultation qui ont été déployés en sous-préfecture de

Cherbourg, en préfecture de la Manche, dans toutes les mairies concernées par le PPI. Il est difficile de mobiliser la population locale.

M. ANGER dit qu'effectivement il y a de moins en moins de personnes à participer aux enquêtes publiques mais c'est sûrement par ce que les décisions sont prises sans que les remarques de la population ne soient prises en compte. Et il y a un manque d'information. M. ANGER estime que l'information n'a pas été suffisante, et que les gens ne peuvent pas se sentir concernés s'ils ne sont pas informés.

M. ROUSSELET fait remarquer que, pour le PPI du Blaye, il y a eu des reportages dans les médias nationaux.

Mme NOUVEL propose que la CLI soit un vecteur d'information pour ces sujets de PPI. La présidente demande pourquoi l'exercice a été reporté.

M. BRASSEUR explique que la date du 26 novembre était plutôt mal positionnée car elle tombait au moment du redémarrage du réacteur n°2. Le choix de la date se fait en concertation mais nous ne sommes pas décideur de la date.

Mais concernant le déclenchement du PUI du 25 août 2015, M. BRASSEUR propose de présenter en détail la chronologie de l'évènement.

Mme NOUVEL pense que ce serait intéressant d'étudier un cas pratique pour comprendre comment EDF communique. Concernant le PPI Mme NOUVEL souhaite que la CLI puisse se prononcer sur le PPI après une présentation en CLI.

7. Point sur l'arrêt de tranche de l'unité de production N°1 et sur l'état d'avancement des travaux sur l'unité de production N°2.

M. BRASSEUR fait un point détaillé sur les arrêts de tranches. La visite partielle d'une tranche conduit à faire beaucoup d'opérations de maintenance et de contrôle ainsi que le renouvellement du combustible du réacteur par tiers de cœur et parfois des modifications d'installations. Le directeur de Flamanville 1&2 donne quelques chiffres illustratifs de l'arrêt de l'unité n°1. Sa déconnexion du réseau électrique a eu lieu le 11 avril 2015, et sa reconnexion le 10 juillet 2015. Soit 88 jours pendant lesquels il a été réalisé 8 000 activités, 130 000 heures de travail, 1 500 intervenants extérieur avec un pic de 2 100 intervenants sur le site. Il fait part d'un accident avec arrêt de travail. M. BRASSEUR fait un point sur :

- Le renouvellement du combustible
- La pose de la peau composite du bâtiment réacteur
- La maintenance d'un des 3 rotors basse pression
- Le remplacement des 2 réchauffeurs haute pression
- Le remplacement des 2 pôles de transformateur
- La restauration et le stationnement
- L'unité de production 2 qui est en arrêt programmé depuis le 22 août 2015.

M. MARTIN demande si lors de la visite organisée par EDF pour la CLI, il sera possible d'avoir quelques explications sur les contrôles des turbines, et de voir la casemate des pôles des transformateurs triphasés à 400 000 volts.

M. ANGER demande à connaître les pics d'irradiation et de contamination des personnels travaillant sur le site de Flamanville ainsi que les doses du personnel sous-traitant et d'EDF. M. ANGER demande si le personnel sous-traitant est plus irradié ou contaminé que le personnel EDF.

M. BRASSEUR propose de donner des chiffres précis lors de la prochaine CLI. Mais il précise que les objectifs de dosimétrie fixés avant les opérations ont tous été respectés.

M. BRASSEUR annonce aux membres de la CLI les dates des visites décennales, VD3. 2018 pour l'unité n°1 et 2019, pour l'unité n°2.

8. Questions diverses

Mme NOUVEL annonce la nomination des membres représentant la CLI Flamanville à l'ANCCLI. Un représentant par collège :

Collège des associations de protection de l'environnement : AUTRET Jean-Claude (ACRO)

Collège des organisations syndicales : LENOURY Emmanuel (CFDT)

Collège des personnalités qualifiées et représentants du monde économique : SURIRE BOUTRY Cédric

Collège des élus : NOUVEL Valérie

Mme NOUVEL sera vigilante sur le fait que les représentations devront être faites dans un cadre formel. La présidente n'acceptera pas les initiatives personnelles, sans en avoir préalablement été informée.

Bulletin d'information et pluralité d'expression : **Mme NOUVEL** souhaite tester une nouvelle organisation pour l'édition de ce bulletin. Les sujets principaux exposés dans les assemblées générales seront abordés dans le bulletin d'information. La présidente rappelle que ces bulletins d'information sont avant tout pour informer la population. Au centre du bulletin une demi-page par collège sera réservée pour les expressions des membres de la CLI. Chaque collège gère en interne ses propres textes et chaque collège en sera responsable et le signera. Si au sein d'un même collège une personne n'est pas d'accord sur ce qui est noté il peut s'exprimer. Un ajustement pourra être effectué si besoin. Le but est de faire progresser ce bulletin qui est de moins en moins lu.

Mme NOUVEL propose que le nombre de caractères soit réparti. (1/3 pour l'AEPN et sauvons le climat et 2/3 pour le CRILAN, CPEPAN, ACRO, Greenpeace.

M. MARTIN, fait part immédiatement de ses réserves car son association ne peut pas comprendre, a priori, cette règle de proportionnalité au nombre d'associations agréées par le conseil départemental, plutôt qu'une règle de proportionnalité en regard, d'un côté des pros nucléaires d'une part et d'un autre côté, des anti nucléaires. C'est-à-dire égalité des espaces d'expression pour chacune des tendances pro nucléaire ou antinucléaire.

Mme NOUVEL signale que c'est un essai ; les règles ne sont pas complètement figées, l'espace et le nombre de caractères réservés à l'expression des collèges pourront évoluer dans les bulletins futurs, si besoin.

12h25, **Mme NOUVEL** clôture la séance.